



COMITÉ DE CRISE

SAISON 1 – 2^{ÈME} ÉPISODE

2 DÉCEMBRE 2022

Après le survol du territoire taiwanais par des missiles puis des drones chinois en août dernier, l'Armée populaire de libération de la RPC a franchi un nouveau seuil : cinq Sukoi SU-30, ont, pour la première fois hier, survolé l'île d'ouest en est.

L'état d'alerte a été déclaré sur tout le territoire taiwanais.

Dans une déclaration sous couvert d'anonymat, un officiel taiwanais a fait part de son inquiétude quant à la volonté de l'allié étatsunien d'apporter un soutien militaire dissuasif vis à vis de la République populaire de Chine.

Xi Jinping a rappelé que cette action n'avait rien d'illégitime, puisqu'il n'existe qu'une seule Chine, et donc que cet exercice ne viole aucunement les principes de souveraineté édictés par les Nations unies. Le dirigeant chinois en a profité pour mettre en garde tout pays ayant des vellétés d'ingérence dans les affaires intérieures chinoises, y compris en ce qui concerne la province de Taiwan.

Les Etats-Unis s'inquiètent de ces provocations, tandis que le Japon et la Corée du Sud, malgré leurs divergences historiques, ont répondu par une déclaration commune condamnant les manœuvres militaires de la Chine qui risquent de déstabiliser la région Asie-Pacifique.

De son côté, Vladimir Poutine, à l'occasion d'une visite dans le Donbass, territoire nouvellement annexé à la Fédération de Russie, a fait remarquer que « la défense de l'intégrité du territoire est un souci commun à la Russie et à la Chine et que, face aux menaces d'invasion par l'Occident, la Russie, comme la Chine, se doit de défendre sa souveraineté territoriale. C'est une question existentielle. »

Le dirigeant russe s'est d'ailleurs félicité des contrats nouvellement signés avec son « grand » voisin prévoyant l'extension du gazoduc Force de Sibérie 2 qui permettra

de doubler les livraisons gazières en direction de la Chine, ainsi que la signature d'un contrat d'armement de \$150 millions dont le contenu n'a pas été révélé.

En Asie centrale et dans le Caucase, les conséquences de la guerre en Ukraine se font de plus en plus sentir. Tandis que la Russie réclame à la Géorgie et au Kazakhstan l'extradition des « déserteurs » russes réfugiés chez eux, le Kazakhstan ainsi que le Kirghizistan ont déclaré envisager quitter l'Organisation du traité de sécurité collective dirigée par la Russie pour protester contre l'enrôlement de leurs ressortissants par l'armée russe. Ces deux Etats ont néanmoins précisé qu'il n'était pas question pour eux de quitter l'Organisation de coopération de Shanghai.

Un diplomate onusien a fait part de son inquiétude face à la multiplication des conflits, consécutive au désengagement de la Russie, en Asie centrale, dans le Caucase et au Moyen Orient. La guerre en Ukraine a en effet donné l'opportunité à certains pays de reprendre l'initiative sans craindre une intervention de la Russie, comme ce fut le cas du Tadjikistan contre le Kirghizistan, et de l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, contre l'Arménie.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, en accord avec le président syrien Bachar el-Assad, en a lui aussi profité pour lancer une vaste opération spéciale en Syrie contre les forces kurdes des YPG. Dans le Kurdistan iranien, les heurs entre les forces de l'ordre et la population ne font que s'amplifier depuis la mort de Hadis Najafi en septembre dernier.

En guise de protestation, des parlementaires européens ont proposé de reconnaître l'indépendance du Kurdistan sur tous les territoires de peuplement kurde. Par ailleurs, la ministre des affaires étrangères norvégienne, Anniken Huitfeldt, s'est demandée s'il n'était pas enfin temps de suspendre la Turquie de l'OTAN.

Dans les jours qui ont suivi, des dizaines de milliers de réfugiés venus des camps du sud de la Turquie ont été transférés en bus aux frontières bulgares et grecques. Le long de l'Evros, de nombreux incidents ont opposé les gardes-frontières aux migrants. Le président Erdogan a déclaré que la Turquie étudiait la possibilité de remettre en cause sa politique de neutralité des détroits, consistant jusqu'ici à ne pas laisser passer les navires militaires.

Si la flotte russe en Méditerranée a la possibilité de rejoindre la Mer noire, l'équilibre des forces en Ukraine en serait complètement bouleversé et le port d'Odessa serait vulnérable face à une invasion potentielle.

Le port d'Odessa étant le principal port d'exportation du blé ukrainien, la sécurité alimentaire mondiale serait de nouveau menacée.

Après avoir déclaré que « l'Afrique a assez subi le fardeau de l'Histoire » lors de l'ouverture de la 77^{ème} assemblée générale de l'ONU le 20 septembre dernier, Macky Sall, président du Sénégal, a réussi à faire endosser le principe d'une neutralité par l'Union africaine.

En effet, celle-ci, plutôt que de répondre aux attentes des pays occidentaux pour sortir d'une neutralité complice vis-à-vis de la Russie, a, au contraire, réclamé la suspension des sanctions occidentales envers la Russie afin de créer un climat favorable à la reprise du commerce international et donc à l'approvisionnement alimentaire des pays en développement.